

On nous a parlé du grand nombre d'obstacles à la réforme, depuis la résistance des *apparatchik* jusqu'au manque de personnel qualifié, mais deux choses sont restées gravées dans notre mémoire.

D'abord, nous ne mesurons pas l'ampleur et la profondeur des changements nécessaires pour engager l'URSS dans la voie de l'économie de marché. Dans le domaine de l'agriculture, par exemple, le journaliste soviétique, M. Igor Abakumov fait remonter la crise aux famines provoquées et aux déportations en masse de paysans des années 1930, sous Staline. «Le type de l'agriculteur russe a disparu. Il faut ressusciter une façon de penser qui a été détruite. Il faut d'abord changer les mentalités.»

M. Abakumov doute franchement que le système puisse se réformer lui-même. Selon lui, M. Gorbatchev comprend qu'il faut encourager l'agriculteur en restaurant la propriété privée, mais il hésite à le faire parce que tous les problèmes sont interreliés et que «si on y met la hache, ce sera la catastrophe». Dans ces circonstances, et pour ne parler que de l'agriculture, Abakumov estime que la meilleure façon de procéder, c'est «d'établir, à partir du système actuel, des têtes de pont qui servent de modèles à imiter.» Il a parlé de divers programmes conçus pour encourager les agriculteurs étrangers à venir établir des colonies sur des terres louées à long terme. Il exhorte les Canadiens à s'en prévaloir, mais il fait cette mise en garde : «Cent Canadiens pourraient venir s'installer de la sorte. S'il n'en vient qu'un seul, il sera submergé.»

L'autre chose que nous avons retenue au sujet de la réforme économique, c'est qu'elle est dans une certaine mesure compromise par la réforme politique, c'est-à-dire la *glasnost*. Comme le droit à la dissidence implique le droit de s'opposer au changement, bon nombre de Soviétiques ne s'en privent pas. Interrogés sur le choix qu'ils feraient entre le rationnement (le système actuel) ou la hausse des prix (par suite de l'élimination des subventions dans la voie de l'économie de marché), la majorité d'entre eux ont répondu qu'ils préféreraient faire la queue, surtout pendant les heures de travail. Par sa crainte de la colère populaire, M. Gorbatchev montre peut-être tout simplement que ses lacunes comme économiste découlent de ses qualités d'homme politique.

Pour résumer le débat sur la réforme économique, disons que tout le monde convient que l'Union soviétique doit se transformer en économie de marché, le tout étant de savoir quel genre et à quel rythme. Un dirigeant du Parti communiste d'Ukraine, M. Vitold Fokin, s'oppose aux mesures draconiennes parce que c'est comme si on voulait apprendre à un enfant à nager en le jetant en eau profonde. «Et si c'était votre enfant?», ajoute-t-il non sans émotion. Ces propos et d'autres indications nous donnent à penser que M. Gorbatchev n'optera pas pour la solution polonaise, qu'il préférera une transition plus progressive vers